

179. Copie d'un arrêté du Conseil, C.P. 701, daté le 29 avril 1924,—Désavouant une loi passée par la législature de l'Alberta en 1923, intitulée: "*An Act to impose a tax upon Minerals*"; aussi, rapport du ministre de la Justice à cet effet; les pétitions reçues concernant cette loi, et les représentations faites au procureur général de l'Alberta.

181. Aussi,—Copie de tous les contrats de subvention faits par le gouvernement et les entrepreneurs du service de vapeurs entre Pictou, Souris, l'Île du Prince-Edouard et les Îles de la Madeleine, de 1910 à 1921, inclusivement.

182. Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre de la Marine et des Pêcheries, le gouvernement du Canada, la Commission du Service civil ou ses fonctionnaires et toute autre personne, depuis le 1er janvier 1923, au sujet de la destitution de M. Lamelin, gardien de phare à Saint-François, île d'Orléans, et de la nomination d'un autre gardien du phare.

183. Etat faisant voir:—

1. Combien de nominations la Commission du Service civil a faites dans les services intérieur et extérieur, dans l'exercice 1922.

2. Combien de ces nominations ont été faites en 1923.

3. Combien en 1924.

4. Combien d'augmentations d'appointements (en dehors des augmentations statutaires) ont été accordées depuis décembre 1923 dans les services extérieur et intérieur.

5. Combien de réquisitions ont été faites à la Commission pour des nominations nouvelles au Service civil, depuis le 29 décembre 1922.

6. Sur ce nombre combien ont été faites en janvier et février 1924.

7. Quel est le chiffre total annuel des appointements découlant des nominations nouvelles faites depuis le 29 décembre 1922.

Réponse à l'ordre ci-haut.

184. Réponse à un ordre de la Chambre du 19 mars, 1924—Etat montrant:—

1. Quel était le total des employés touchant des appointements ou des allocations du ministère de l'Agriculture, au 1er janvier de chacune des années de 1914 à 1921 inclusivement.

2. Quel était le montant payé ou dû, comme appointements ou allocations, à ces employés, à la date et pour les années indiquées.

185. Réponse à une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général du 9 avril 1924,—Copie de tous télégrammes, correspondances, écrits et autres documents échangés entre le département des affaires de l'extérieur et le gouvernement britannique relativement à la base navale de Singapour.

186. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 février 1923,—Copie de correspondances, rapports, papiers et autres documents touchant la surcharge du prix des provisions vendues aux immigrants dans le port de Québec.

187. Réponse à un ordre de la Chambre du 24 avril 1924,—Relevé faisant voir:—

1. Pourquoi la Commission du port de Vancouver a acquis l'élévateur Woodward de Vancouver.

2. Si cet élévateur a été loué à d'autres, et, dans l'affirmative, quels sont les noms et adresses des locataires, à quelles conditions la Commission du port de Vancouver le leur a loué, et à quelles fins les locataires susdits se proposent d'utiliser l'élévateur en question.

3. Si le gouvernement a autorisé la location de cet élévateur.

4. Si le gouvernement a fourni de l'argent à la Commission du port de Vancouver pour l'acquisition de cet élévateur, ou a consenti que les sommes avancées à la Commission du port servent à cette fin, ou à l'achèvement et à l'outillage de cet élévateur.